



LA VEILLE EMPLOI-FORMATION DU CARIF-OREF OCCITANIE

N°574

03/07/2024



veille@cariforefoccitanie.fr



<https://veille-emploi-formation.cariforefoccitanie.fr/>

ACTUALITE EMPLOI FORMATION OCCITANIE	1
APPELS A PROJETS	2
APPRENTISSAGE – ALTERNANCE	3
EMPLOI	3
ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE ET SOCIAL	4
FORMATION PROFESSIONNELLE.....	5
ILLETTRISME – APPRENTISSAGE DE LA LANGUE	6
INSERTION PROFESSIONNELLE	6
SECTEURS D’ACTIVITE – METIERS.....	7

Rapport d'activité 2023 de la DREETS Occitanie

DREETS Occitanie, Juin 2024, 48 p.

Ce rapport d'activité apporte un éclairage concret sur les multiples sujets qui ont fortement mobilisé les équipes tout au long de l'année 2023 et les grandes orientations pour l'année 2024, autour de 3 priorités :

- La mise en œuvre de la loi pour la plein emploi (« France Travail »), qui doit s'accompagner d'une véritable plus-value à la fois pour l'accompagnement des publics les plus éloignés de l'emploi, et dans le service rendu aux entreprises confrontées aux difficultés de recrutement ;
- La santé et la sécurité au travail : après avoir fortement diminué, le nombre d'accidents du travail graves et mortels connaît une inflexion préoccupante. En 2024, la DREETS et les DDETS(PP) seront amenées à intensifier leurs contrôles dans ce domaine, tout en renforçant les actions partenariales avec les secteurs les plus accidentogènes et en direction des publics vulnérables ;
- La transition écologique : dans le cadre de la COP Occitanie, la DREETS copilote le groupe de travail sur la décarbonation de l'industrie. Elle a par ailleurs initié un travail prospectif sur les besoins en compétences liés à la transition écologique, et accompagne les filières sur ce sujet.

<https://occitanie.dreets.gouv.fr/La-DREETS-publie-son-rapport-d-activite-2023>

Taux de chômage régional au 1^{er} trimestre 2024

DREETS Occitanie, Juin 2024, 7 p.

Avec 8,9 %, le taux de chômage est stable en Occitanie pour le deuxième trimestre consécutif. En France métropolitaine, le taux se stabilise également à 7,3 %. Sur un an, le taux de chômage augmente de 0,4 point en Occitanie, une hausse identique à celle observée au niveau national (+0,4 point). Il se situe toujours en-dessous du niveau d'avant-crise sanitaire (9,6 % fin 2019).

<https://occitanie.dreets.gouv.fr/Taux-de-chomage-regional-au-1er-trimestre-2024>

Estimations trimestrielles de l'emploi salarié régional au 1^{er} trimestre 2024

DREETS Occitanie, Juin 2024, 9 p.

Après un ralentissement au trimestre précédent (+0,1 %), l'emploi salarié repart à la hausse au 1^{er} trimestre 2024, avec près de 8 000 emplois supplémentaires (+0,4 %) et une dynamique un peu plus favorable qu'au niveau national (+0,3 %).

Au 1^{er} trimestre 2024, l'emploi connaît notamment un net rebond dans le tertiaire marchand (+0,6 %). Il reste solidement orienté dans l'industrie (+0,5 %) et le tertiaire non marchand (+0,3 %).

Si le regain est confirmé dans l'agriculture (+0,9 %), les difficultés continuent dans la construction (-1,3 %).

<https://occitanie.dreets.gouv.fr/Estimations-trimestrielles-de-l-emploi-salarie-regional-au-1er-trimestre-2024>

Infographie : l'insertion professionnelle des apprentis en Occitanie

DREETS Occitanie, Juin 2024, 4 p.

En Occitanie, 64 % des apprentis de niveau CAP à BTS sont en emploi salarié 6 mois après leur sortie d'étude. L'étude porte sur 40 660 apprentis inscrits en dernière année d'une formation professionnelle (CAP, BP, Bac pro, BTS...) au cours des années scolaires 2020-2021 et 2021-2022.

<https://occitanie.dreets.gouv.fr/Infographie-l-insertion-professionnelle-des-apprentis>

APPELS A PROJETS

Appel à Candidatures : Fabriques de territoire Vague 10 - Agence nationale de la cohésion des territoires

Date limite de dépôt du dossier de candidature le 17 juillet 2024

<https://agence-cohesion-territoires.gouv.fr/sites/default/files/2024-06/Cahier%20des%20charges%20Fabriques%20de%20Territoire%20vague%2010%2012.06vf.pdf>

Prestations d'ingénierie de formation dans le secteur sanitaire et médico-social - Université Montpellier

Date de clôture le 16 juillet 2024

<https://www.francemarches.com/appe-offre/13joue003795402024-2024-prestations-ingenierie-formation?q=formation>

Prestations de bilans de compétences, de bilans professionnels et d'évaluation des compétences pour les agents du conseil départemental de l'Hérault

Date de clôture le 19 juillet 2024

<https://www.francemarches.com/appe-offre/3boamp2473949-2024-prestations-bilans-competences>

Catalogue national de formation de la branche des Missions Locales Permanence d'Accueil, d'Information et d'Orientation (PAIO) - UNIFORMATION

Date limite de remise des dossiers de candidature le 19 juillet 2024 à 14h00

<https://www.uniformation.fr/prestataire/appels-doffre>

Actions de formation dans le cadre de campusAtlas - Thématique "Management IT" - OPCO Atlas

Date limite de réception des offres le 22 juillet 2024

<https://www.opco-atlas.fr/appels-d-offres/actions-de-formation-dans-le-cadre-de-campusatlas-thematique-management-it.html>

Préparation opérationnelle à l'Emploi Collective « Branche Immobilier – Négociateur Immobilier » - OPCO EP

Date limite de réponse le 23 juillet à 14h00

<https://www.opcoep.fr/appels-d-offres/preparation-operationnelle-a-l-emploi-collective-branche-immobilier-negociateur-immobilier>

Actions de formation clés en main pour les salariés de la branche professionnelle des structures associatives cynégétiques 2025 - OPCO EP

Date limite de réponse le 26 juillet 2024 à 14h00

<https://www.opcoep.fr/appels-d-offres/actions-de-formation-cles-en-main-pour-les-salaries-de-la-branche-professionnelle-des-structures>

Marché de formation AFC FLE - France Travail Occitanie

Date de clôture le 19 août 2024

<https://www.francemarches.com/appe-offre/372024afcooc190820248011-2024-marche-formation>

APPRENTISSAGE – ALTERNANCE

Décret n° 2024-631 du 28 juin 2024 - Prise en charge financière et au dépôt des contrats d'apprentissage et de professionnalisation

Légifrance, Juin 2024

Ce décret s'applique aux contrats d'apprentissage et de professionnalisation conclus à partir du 1^{er} août 2024. Il renforce les conditions de prise en charge financière des contrats d'apprentissage et de professionnalisation conclus par des employeurs du secteur privé ou public à caractère industriel ou commercial, ainsi que les conditions de dépôt des contrats d'apprentissage des employeurs du secteur public.

<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000049832108>

Décret n° 2024-628 du 28 juin 2024 - Prise en charge financière et au dépôt des contrats d'apprentissage transfrontalier

Légifrance, Juin 2024

<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000049832073>

EMPLOI

Quelles compétences développer quand l'IA s'introduit dans le monde du travail - Webinaire myRHline le 11 juillet 2024 à 11h

Dans un monde où l'intelligence artificielle redéfinit continuellement les paradigmes de travail, le rôle du responsable de talents est plus crucial que jamais. Les équipes RH sont confrontées à un défi de taille : maximiser la productivité tout en maîtrisant les compétences essentielles pour répondre aux besoins stratégiques des organisations.

Ce webinaire présentera des tendances sur l'avenir du monde du travail, des exemples concrets pour intégrer l'IA dans les pratiques RH et des conseils conçus par des RH, pour des RH.

<https://myrhline.com/events/competences-developper-ia-introduit-dans-le-monde-du-travail/>

Organisation et fonctionnement de l'opérateur France Travail – Décret n°2024-606 du 26 juin 2024

Légifrance, Juin 2024

Ce décret tire les conséquences, au niveau réglementaire, des nouvelles missions confiées par le législateur dans le cadre de la loi du 18 décembre 2023 pour le plein emploi. Il précise les attributions du conseil d'administration de l'opérateur France Travail ainsi que les missions de ses directeurs régionaux et de ses directeurs d'établissement. Il adapte le contenu de la convention tripartite conclue entre l'Etat, l'opérateur France Travail et l'Unédic, et précise la composition du comité de suivi de cette convention. Il procède aux mises en cohérences rendues nécessaires par les évolutions législatives et réglementaires, notamment s'agissant de la nouvelle dénomination de l'opérateur France Travail. Il met à jour les dispositions régissant l'organisation et le fonctionnement de l'opérateur France Travail pour mieux prendre en compte les pratiques en son sein.

<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000049790576>

Régime d'assurance chômage - Décret n° 2024-648 du 30 juin 2024

Légifrance, Juin 2024

Ce texte prolonge les dispositions réglementaires relatives aux règles d'indemnisation du régime d'assurance chômage jusqu'au 31 juillet 2024.

<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000049849562>

Organismes chargés du repérage et de l'accompagnement spécifique des personnes les plus éloignées de l'emploi et à la rémunération de leurs bénéficiaires - Décret n° 2024-584 du 24 juin 2024

Légifrance, Juin 2024

Ce texte précise la procédure de conventionnement de l'Etat avec les organismes chargés du repérage et de l'accompagnement spécifique des personnes les plus éloignées de l'emploi, ainsi que le contenu et les conditions d'exécution, de suivi, de renouvellement et de contrôle des conventions. Il précise, en outre, les modalités de bénéfice et la durée de versement de la rémunération versée aux personnes bénéficiant des actions de repérage, de remobilisation ou d'accompagnement socio-professionnel mises en œuvre par ces organismes.

<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000049775913>

ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE ET SOCIAL

Référentiel général de l'écoconception des services numériques

ARCEP, Mai 2024, 130 p.

Suivant la loi de 2021 visant à réduire l'empreinte environnementale du numérique, l'Autorité de régulation de la communication audiovisuelle et numérique (Arcom) et l'Autorité de régulation des communications électroniques, des postes et de la distribution de la presse (Arcep) publient ce "référentiel de l'écoconception des services numériques".

Il s'attache particulièrement à la consommation générée par l'affichage et la lecture de contenus multimédias. Il a pour but, dans un premier temps, d'établir une base de connaissances des usages, puis d'adopter des solutions techniques dans une démarche axée sur l'écoconception.

Quatre grands objectifs sont formulés :

- Concevoir des services numériques plus durables afin d'allonger la durée de vie des terminaux
- Minimiser les stratégies de captation de l'attention de l'utilisateur axées sur la profusion des contenus (mur de contenu infini, déclenchement automatique des vidéos, notifications intempestives...)
- Optimiser les trafics de données et la sollicitation des infrastructures numériques en réduisant les ressources utilisées, le poids des contenus, le nombre de requêtes envoyées aux serveurs...
- Informer les internautes sur le niveau de ressources utilisées en publiant des indicateurs environnementaux "fiables, robustes et comparables".

Le référentiel s'adresse à une diversité d'acteurs du numérique (concepteurs de logiciels, concepteurs de systèmes d'intelligence artificielle, fabricants d'équipements et d'infrastructures...).

Ce référentiel général de l'écoconception des services numériques est un document technique destiné aux experts et métiers du numérique souhaitant mettre en œuvre une démarche d'écoconception pour un service (sites, applications, IA, logiciels, API).

Les 78 fiches pratiques du référentiel détaillent les critères essentiels à prendre en compte pour réduire l'impact environnemental d'un service. Elles listent ainsi les questions à se poser au moment de l'écoconception d'un service, et proposent des moyens de mise en œuvre, puis de test ou de contrôle.

<https://www.arcep.fr/mes-demarches-et-services/entreprises/fiches-pratiques/referentiel-general-ecoconception-services-numeriques.html>

FORMATION PROFESSIONNELLE

"Education & intelligence artificielle responsable : enjeux, expérimentations et politiques européennes" : webconférence d'EPALE France le 9 juillet 2024 de 14h30 à 16h00

EPALE France, plateforme Erasmus+ pour les acteurs de la formation en Europe, propose cette webconférence avec des acteurs de la société civile, de la recherche, et des enseignants. Ceux-ci parleront de leur expérience de projets innovants sur la formation à l'IA des citoyens, des enseignants de la primaire au lycée. La Commission européenne présentera les actualités du plan d'éducation au numérique en rapport avec l'IA. La direction de l'Agence Erasmus+ évoquera les opportunités d'Erasmus+ pour se former ou coopérer sur ce sujet en Europe. Cet événement s'adresse à tous les acteurs de l'éducation et de la formation. Au programme : 1/ L'IA responsable : enjeux et formations pour les citoyens - 2/ La formation à l'IA de la primaire au lycée : expérimentations européennes - 3/ Quelles politiques publiques européennes pour l'éducation à l'IA.

<https://epale.canalchat.fr/>

Cinquième rapport d'activité de France compétences : engagement, qualité, performance

France compétences, Juin 2024, 29 p.

Ce rapport dresse un bilan exhaustif de l'année écoulée et met en lumière les principales réalisations.

En 2023, France compétences a renforcé son rôle de régulateur et de financeur du système de formation professionnelle. Les actions clés menées par l'institution incluent :

- Répartition de fonds : Distribution de 1,8 milliard d'euros pour le compte personnel de formation, 800 millions pour la formation des demandeurs d'emploi, et 10 milliards pour les contrats de professionnalisation et d'apprentissage
- Apprentissage : Révision des niveaux de prise en charge, permettant une économie de 540 millions d'euros, détermination de nouveaux niveaux de prise en charge, et lancement de la 4^e campagne de remontée des comptabilités analytiques des CFA
- Certifications professionnelles : Mise à jour des répertoires nationaux, renforcement du contrôle des certificateurs et travail sur les correspondances entre certifications
- Conseil en évolution professionnelle (CEP) : Pilotage du marché CEP pour les salariés et indépendants et sélection de nouveaux opérateurs pour la période 2024-2027 sous la marque « Avenir Actifs »

France compétences a également intensifié son rôle de soutien des acteurs de la formation professionnelle en 2023. Ces initiatives incluent :

- Réalisation d'études et évaluations : Analyses du marché CEP et les effets du service pour les bénéficiaires, les pratiques formatives des entreprises
- Enrichissement du Rapport sur l'usage des fonds : Intégration d'analyses de coût et de valeur ajoutée des projets de transitions professionnelles et des plans de développement des compétences des entreprises pour une meilleure compréhension de l'utilisation des fonds
- Grande Bibliothèque : Mise en place d'une plateforme d'accès aux travaux des observatoires de branches.

<https://www.francecompetences.fr/fiche/publication-du-rapport-dactivite-2023/>

Décisions d'enregistrement aux répertoires nationaux

France compétences, Juin 2024, 9 p.

Suite aux avis conformes de la Commission de la certification professionnelle portant sur des demandes d'enregistrement, avis produits lors de la séance du 26 juin, le Directeur général de France compétences a procédé à des décisions d'enregistrement aux répertoires nationaux.

<https://www.francecompetences.fr/fiche/decisions-denregistrement-aux-repertoires-nationaux-juin-2024/>

Première réunion nationale des partenaires de Mon CEP par Avenir Actifs - Replay Webconférence du 12 juin 2024 - France compétences

Au programme : Bilan et enjeux pour Mon CEP par Avenir Actifs - Panorama des partenariats en régions - Témoignages et échanges sur les coopérations nationales et régionales - Mise en perspective par des représentants des partenaires sociaux.

<https://www.francecompetences.fr/fiche/regardez-le-replay-de-la-webconference-dediee-aux-partenaires-du-mon-cep/>

La médiation et la formation – Podcast FORMA Radio

Qu'est-ce que la médiation ? Quelle place dans le processus de formation ?

<https://formaradio.fr/la-meditation-et-la-formation/>

ILLETTRISME – APPRENTISSAGE DE LA LANGUE

L'écrivain public face à un usager en situation d'illettrisme - Replay Webinaire ANLCI du 27 juin 2024

Les grandes questions au cœur de cette heure de présentation, de témoignages et d'échanges : l'écrivain public face à un usager en situation d'illettrisme : quelle réalité des pratiques aujourd'hui ? Quels constats quant aux demandes exprimées, aux besoins ? Peut-on (et comment) se saisir de ces temps particuliers pour un accompagnement à l'autonomie ? (relais à des partenaires et acteurs du territoire) ? Quels chantiers et enjeux pour demain ?

<https://www.anlci.gouv.fr/webinaire-lecrivain-public-face-a-un-usager-en-situation-dillettrisme/>

Journées Nationales d'Action contre l'Illettrisme 2024 - Replay Webinaire d'information du 18 juin 2024 - ANLCI

Les JNAI rassemblent pendant une semaine, sous une bannière commune, des manifestations qui mettent en valeur les témoignages et donnent à voir les actions locales conduites dans notre pays. L'édition 2024, du 8 au 15 septembre 2024, marque le onzième anniversaire de cette dynamique.

Ce webinaire d'information sur l'édition 2024 a permis de partager les temps forts prévus, le programme de communication exclusif sur la nouvelle photographie de l'illettrisme et de l'illectronisme en France, les outils et partenariats annoncés.

<https://www.anlci.gouv.fr/mardi-18-juin-2024-webinaire-dinformation-journees-nationales-daction-contre-lillettrisme-2024/>

INSERTION PROFESSIONNELLE

Enquêtes de satisfaction et d'insertion professionnelle. Enquêtes 2022-2023

AKTO, Juin 2024, 26 p.

AKTO a réalisé des enquêtes de satisfaction et d'insertion professionnelle à 6 mois et à 12 mois pour l'ensemble des branches professionnelles qu'il accompagne, auprès des bénéficiaires d'un Contrat d'Apprentissage (CA), d'un Contrat de Développement Professionnel Intérimaire (CDPI), d'un Contrat d'Insertion Professionnelle Intérimaire (CIPI), d'un Contrat de Professionnalisation (CPRO) et d'une Préparation Opérationnelle à l'Emploi Collective (POEC).

Ce document présente les résultats des bénéficiaires.

<https://observatoire.akto.fr/content/uploads/sites/3/2024/02/Enquete-de-satisfaction-et-dinsertion-France-22-23.pdf>

SECTEURS D'ACTIVITE – METIERS

Liste annuelle des métiers émergents ou en particulière évolution - Mise à jour 1^{er} semestre 2024

France compétences, Juin 2024, 2 p.

La Commission de la certification professionnelle a actualisé la liste annuelle suivante des métiers considérés comme particulièrement en évolution ou en émergence.

- en maintenant l'inscription, pour une durée d'un an, 29 métiers de la liste 2024
- en inscrivant, pour une durée de deux ans, 2 nouveaux métiers dans la liste annuelle (jusqu'au 31 décembre 2026)

https://www.francecompetences.fr/app/uploads/2024/07/Decisions_Liste-MEPE_MAJ.pdf

Secteur du numérique en France : une croissance continue depuis 15 ans qui se ralentit

Numeum, Juin 2024, 4 p.

Après une croissance de +6,5 % en 2023, le marché du numérique devrait croître de +5 % en 2024, confirmant son rôle moteur dans l'économie française malgré un ralentissement des commandes et un contexte de marché attentiste. Tous les métiers seront confrontés à un ralentissement de la croissance de leur chiffre d'affaires : croissance estimée pour les Éditeurs et plateformes cloud en 2024 : +9,6 % - pour les Entreprises de Services du Numérique (ESN) : +2,1 % - pour les activités de Conseil en technologies (ICT) : +3,4 %.

7 000 emplois ont été créés l'an dernier contre 47 000 emplois en 2022, qui marquait un record. Les emplois créés dans le numérique le sont généralement sur du long terme : 90 % de CDI et 80 de cadres.

Malgré ce ralentissement, le secteur numérique reste en tension et les besoins en compétences sont toujours importants. Les compétences les plus recherchées incluent la sécurité, le cloud et les données pour les ESN et ICT, et des équipes R&D pour les éditeurs de logiciels. De plus, les profils confirmés voire séniors sont les plus demandés par les entreprises.

L'enquête révèle un fort engouement des entreprises du numérique pour l'IA générative, qu'elles considèrent comme une source d'opportunités d'amélioration (70 %) et de business (50 %). Seuls 9 % des entreprises du secteur considèrent que c'est une forte menace pour l'emploi. Dans le même temps, 85 % des entreprises du numérique ont déjà intégré dans leurs processus interne l'IA Générative en 2023 ou vont le faire en 2024 et après.

<https://numeum.fr/actu-informatique/secteur-du-numerique-en-france-une-croissance-continue-depuis-15-ans-qui-se>

Démographie des infirmières et des aides-soignantes

DREES, Juin 2024, 42 p.

En 2021, en France métropolitaine et dans les DOM, hors Mayotte, 423 500 aides-soignantes sont en activité, 500 300 infirmières exercent une activité salariée et 98 600 infirmières une activité libérale. Ces effectifs ont tous augmenté entre 2013 et 2021, mais la hausse est bien plus importante pour les infirmières en activité libérale (+ 28,5 %) que pour les infirmières salariées (+ 6,9 %) et les aides-soignantes (+ 6,5 %).

En parallèle, les besoins de soins d'infirmières et d'aides-soignantes ont augmenté du fait de la croissance de la population, mais aussi de son vieillissement, la demande de soins se concentrant aux âges avancés. Pour la même raison, les besoins de soins varient entre régions en lien avec l'hétérogénéité de la répartition par âge de leur population. Afin de permettre des comparaisons pertinentes des effectifs d'infirmières et d'aides-soignantes entre régions et entre 2013 et 2021, le document définit des densités standardisées, c'est-à-dire des nombres de professionnelles rapportés à des nombres d'habitants standardisés, dans l'espace et dans le temps, en tenant compte des différences de consommations de soins par âge.

https://drees.solidarites-sante.gouv.fr/250619_DM14_DemographieInfirmieresAidesSoignantes

La construction des premiers parcs éoliens en mer bat son plein

Observatoire des énergies de la mer, Juin 2024, 71 p.

A travers le pacte éolien en mer, la filière s'est engagée à créer 1 000 emplois par an pour atteindre 20 000 emplois en 2035. Avec une moyenne de 1 243 emplois créés sur les 5 dernières années (soit 6 217 ETP), la filière respecte ses engagements. Par ces chiffres, le secteur prouve sa capacité à créer significativement de l'emploi lorsque des parcs sont en construction sur le territoire national. Elle prévoit désormais la création de 1 100 postes au cours de l'année 2024.

<https://merenergies.fr/la-construction-des-premiers-parcs-eoliens-en-mer-bat-son-plein-2/>

Emploi salarié et marché du travail dans les transports au 1^{er} trimestre 2024

Stat Info, n°653, Juin 2024

Au premier trimestre 2024, l'emploi salarié hors intérim du secteur des transports et de l'entreposage est de nouveau en hausse (+ 0,2 %). L'effectif total du secteur s'établit à 1 563 900 salariés. Dans l'ensemble du secteur privé, les effectifs salariés hors intérimaires augmentent au premier trimestre 2024 (+ 0,3 %), tandis que l'intérim est quasi stable (- 0,1 %). Sur le marché du travail, le nombre de demandeurs d'emploi (catégories A, B, C) dans les métiers du transport et de la logistique (T & L) augmente au premier trimestre 2024 (+ 0,5 %) pour le troisième trimestre consécutif. Le nombre total de demandeurs d'emploi (catégories A, B, C) est quasi stable au premier trimestre 2024 (+ 0,1 %).

<https://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/publicationweb/653>

Cartographie des métiers du Numérique

OPCO Atlas, Juin 2024

Le secteur Numérique regroupe les éditeurs de logiciels, les entreprises de services du numérique (ESN) et les entreprises de conseil en technologies. Présentation des chiffres clés, des métiers et des dynamiques de recrutement des entreprises du secteur numérique, au niveau national ou régional.

<https://www.opiiec.fr/secteur/numerique>

Stratégie d'usage de l'intelligence artificielle en matière de gestion des ressources humaines dans la fonction publique d'État

Portail de la Fonction publique, Juin 2024, 18 p.

Dans le cadre de sa mission de prospective RH, la DGAFP travaille depuis plusieurs mois avec ses partenaires internationaux, européens, ainsi qu'au niveau national, avec les secteurs public et privé, le monde de la recherche et le monde associatif sur les enjeux, opportunités et défis de l'utilisation de l'intelligence artificielle (IA) en matière de gestion des ressources humaines (GRH) dans la fonction publique.

L'ensemble de ces travaux préparatoires a conduit la DGAFP à formuler une proposition de stratégie comprenant notamment un projet de « cadre d'usage de l'IA en GRH » à destination des ministères, qui a reçu le soutien du Conseil d'orientation des politiques de ressources humaines (CORH) réuni le 20 mars 2024.

Ce cadre sera expérimenté prochainement par les ministères volontaires en parallèle de la mise en œuvre de nouveaux usages de l'IA dans les RH.

<https://www.fonction-publique.gouv.fr/toutes-les-publications/strategie-dusage-de-lintelligence-artificielle-en-matiere-de-gestion-des-ressources-humaines-dans-la-fonction-publique-de-letat>

Féminiser les métiers de la tech, quels enjeux, quels leviers ?

Le Lab de la Sécurité sociale, UCANSS, Juin 2024, 22 p.

La féminisation des métiers de la tech et du numérique est essentielle et requiert des actions massives pour atteindre la parité avant 2070, en intégrant des politiques inclusives et en valorisant ces carrières auprès des jeunes femmes.

Au sein des métiers de la tech et du numérique, les femmes représentent moins d'un quart des salariés du secteur, tant en France qu'en Europe.

Si cette proportion augmente, cette évolution est lente et les différentes études montrent qu'à ce rythme, la parité ne sera atteinte qu'en 2070, démontrant le caractère impératif à agir pour accélérer cette transformation.

En effet, la féminisation dans ces métiers est un enjeu fondamental à de nombreux égards qui peuvent être résumés en 3 axes d'impacts positifs : social, sociétal et économique.

Plusieurs leviers peuvent être mis en œuvre au sein des organisations : mise en place d'une culture d'entreprise et d'une politique de recrutement inclusives, formation de l'ensemble des collaborateurs, accompagnement des agents, communication interne et externe.

<https://lab.securite-sociale.fr/les-emissions-du-lab/feminiser-les-metiers-de-la-tech-quels-enjeux-quels-leviers>

Tableau de bord statistique : Les employeurs et l'emploi dans le spectacle vivant - Données 2023

Afdas, Audiens, CPNEF-SV, Juin 2024, 60 p.

Chiffres clés 2023 du spectacle vivant : 26 126 employeurs dont :

- 13 054 employeurs relevant du secteur privé du spectacle vivant (50 %)
- 11 677 employeurs relevant du secteur public du spectacle vivant (45 %)
- 1 395 employeurs relevant de la prestation de services techniques du spectacle vivant (5 %)

<https://www.cpnefsv.org/donnees-statistiques/chiffres-cles>

Spectacle vivant : ses activités, ses entreprises

Afdas, CPNEF-SV, Juin 2024, 9 p.

Portrait sectoriel.

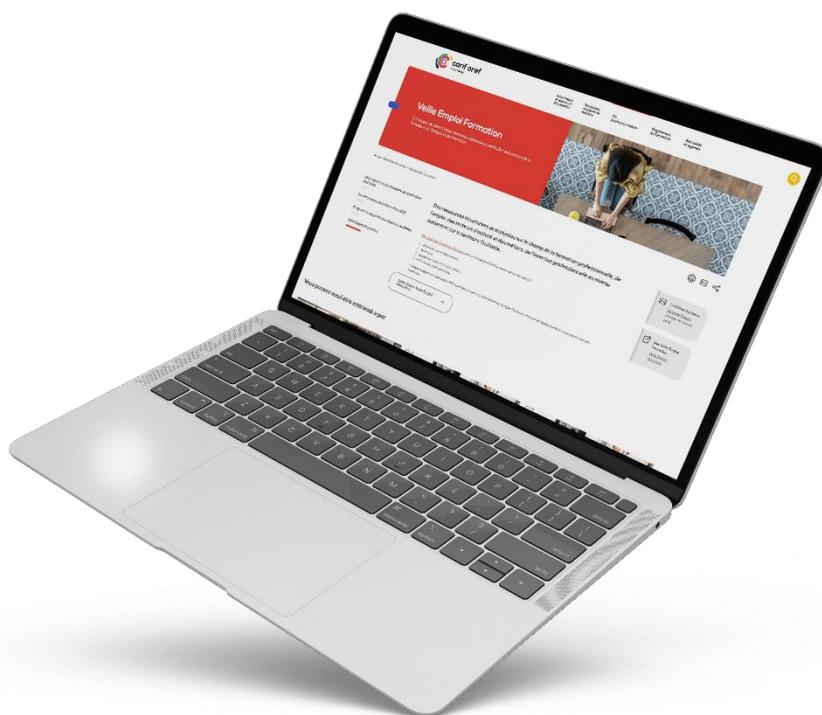
<https://www.cpnefsv.org/donnees-statistiques/chiffres-cles>

Enquête auprès des employeurs du spectacle vivant pour connaître leurs intentions de recrutement et le profil des emplois recherchés

Afdas, Kyris, CPNEF-SV, Mai 2024, 4 p.

<https://www.cpnefsv.org/donnees-statistiques/chiffres-cles>

<https://veille-emploi-formation.cariforefoccitanie.fr/>



La veille emploi-formation du Carif-Oref Occitanie

Directeur de publication : Pierre MONVILLE

Rédaction : Sandrine ROUSSEL

Réalisation : Carif-Oref Occitanie